

## Une nouvelle politisation : de la décentralisation au fédéralisme



### Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

[luc.rouban@sciencespo.fr](mailto:luc.rouban@sciencespo.fr)

*The results of wave 17 of the CEVIPOF Political Trust Barometer show that mistrust of national political institutions reached an all-time high in 2026. However, respondents trust local institutions, particularly their mayor. There is strong demand for decentralization across all social categories and political persuasions. The idea of moving from a unitary Jacobin model of government to a federal model is even supported by a majority. Strengthening local power is a response to political mistrust, but it leads to a complete rebuilding of the citizen-state relationship based on proximity and effective public action. We are therefore witnessing the emergence of a new form of politicization, one that is more utilitarian and instrumental, which breaks away from the usual political commitment aimed at transforming society.*

Les résultats de la vague 17 du Baromètre de la confiance politique nous offrent un paysage politique marqué par une défiance historique à l'égard des institutions politiques nationales. La proportion d'enquêtés ayant confiance dans le gouvernement est au plus bas depuis 2009 lors de la création du Baromètre (17%). Il en va de même pour l'Assemblée nationale (20%) ou l'institution présidentielle (22%). En revanche, cette proportion reste élevée, voire très élevée, au regard des autres résultats en ce qui concerne les institutions locales. Les enquêtés ont ainsi confiance à 58% dans leur conseil municipal et à 60% dans le ou la maire de leur commune. Bien que moins importante, la proportion de ceux qui ont confiance dans leur conseil départemental (49%) ou dans leur conseil régional (46%) ne subit pas un effondrement historique alors même que le travail de ces deux institutions est assez peu connu.

Les institutions de proximité semblent donc bien résister à la distance critique qui sépare désormais les citoyens de la vie politique. Bien plus, l'enquête nous apprend que la demande de décentralisation est très forte dans toutes les catégories sociales comme dans toutes les sensibilités politiques. Cette demande de redéploiement de l'action publique au niveau local semble néanmoins intéresser davantage les électeurs d'extrême-droite que ceux des autres partis politiques, ce qui contredit quelque peu la thèse populiste selon laquelle le vote RN viendrait célébrer le retour d'un pouvoir central fort et unitaire.

Cette demande de localisme dépasse cependant la portée d'une nouvelle vague de décentralisation qui viendrait rendre encore plus complexe le schéma des institutions françaises. L'idée de passer d'un modèle d'État unitaire, hérité du projet révolutionnaire jacobin et porteur de la « passion pour l'égalité » décrite par Alexis de Tocqueville<sup>1</sup>, à un modèle d'État fédéral séduit une majorité des enquêtés. C'est donc bien, une fois de plus, avec la demande de reconnaissance des communautés, l'effritement du modèle républicain qui se produit sous nos yeux. Le localisme devient la porte de sortie de la défiance politique mais conduit à reconstruire complètement le lien citoyen dans une logique de proximité et d'efficacité de l'action publique. On assiste donc à l'émergence d'une nouvelle forme de politisation, plus utilitaire et instrumentale, qui se détache de l'engagement politique habituel visant à transformer la société. Loin des commentaires superficiels sur la « France pays politique », l'enquête nous dévoile une transformation du rapport au politique.

La vague 17 du Baromètre de la confiance politique repose sur une enquête menée du 12 au 28 janvier 2026 auprès d'un échantillon représentatif de 3 166 personnes. Elle a été organisée en partenariat avec le Conseil économique social et environnemental, les Chambres de métiers et de l'artisanat, EDF, l'Institut de l'entreprise, Intériale, la LUISS et l'Université nationale des sciences politiques et d'administration publique de Bucarest.

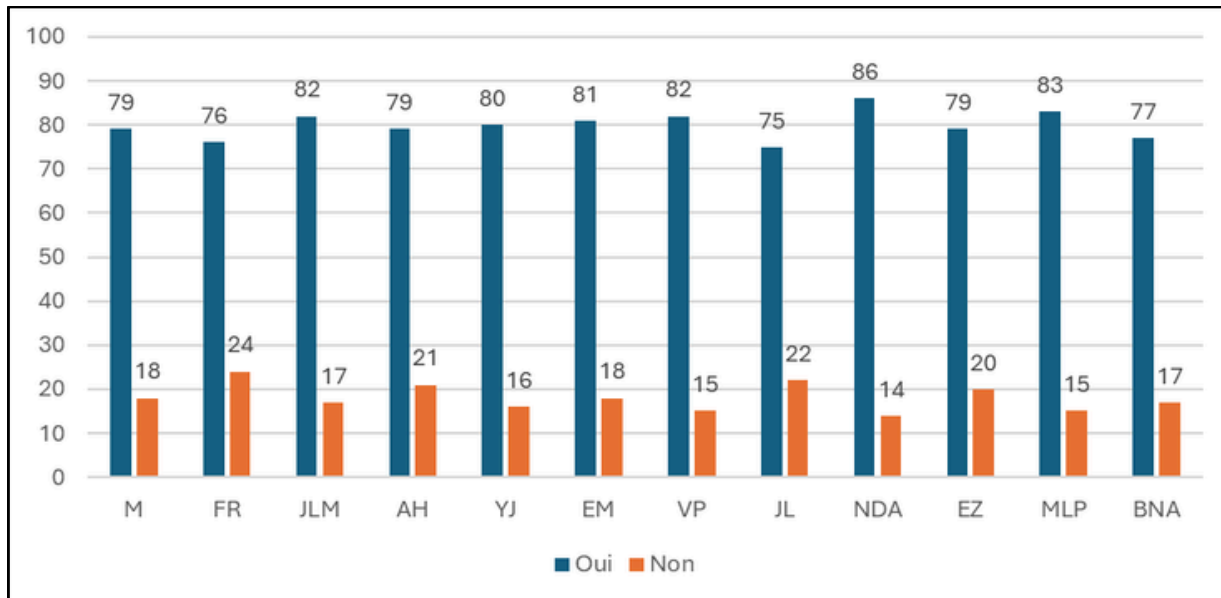
## **Une demande générale de décentralisation**

À la question : « Les collectivités locales (régions, départements, communes) devraient-elles avoir plus de pouvoir face à l'État ? », 79% des enquêtés répondent par l'affirmative et 22% se disent même « tout à fait d'accord » avec cette perspective. Cette distribution moyenne ne change guère en fonction de la catégorie socioprofessionnelle ni en fonction du niveau de diplôme même si l'on enregistre un léger accroissement de la réponse positive dans les catégories les plus modestes et les moins diplômées. On observe même une quasi-unanimité politique sur ce terrain. La demande de décentralisation joue dans les mêmes proportions chez les enquêtés de droite et d'extrême-droite que chez ceux de gauche comme le montre le graphique 1, établi à partir du vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

---

[1] *De la démocratie en Amérique*, Flammarion, Paris, 2023 [1840].

Graphique 1 - La demande de décentralisation en fonction du vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

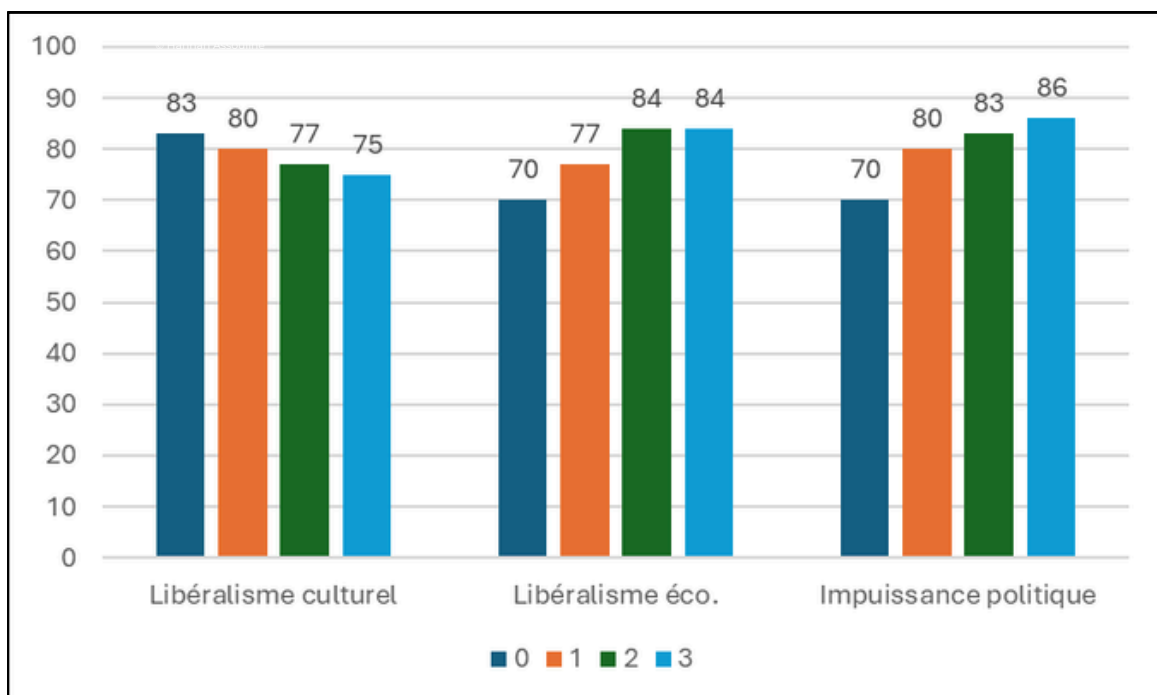
Lecture : M : moyenne ; FR : Fabien Roussel ; JLM : Jean-Luc Mélenchon ; AH : Anne Hidalgo ; YJ : Yannick Jadot ; EM : Emmanuel Macron ; VP : Valérie Pécresse ; JL : Jean Lassalle ; NDA : Nicolas Dupont-Aignan ; MLP : Marine Le Pen ; EZ : Éric Zemmour ; BNA : votes blancs et nuls, abstention. On ne fait figurer que les candidats pour lesquels on dispose d'un effectif d'enquêtés suffisant.

En revanche, et ce qui est très significatif, la demande de décentralisation évolue plus sensiblement en fonction de trois dimensions appréhendées par des indices. Le premier indice mesure le degré de confiance dans les acteurs sociaux (associations, syndicats, partis, médias, responsables religieux). Plus cette confiance est forte et plus la demande de décentralisation s'accroît. Entre le minimum et le maximum de l'indice, la proportion d'enquêtés souhaitant un transfert de pouvoir aux collectivités locales passe ainsi de 71% à 89%.

Le second indice mesure le degré de libéralisme économique entrepreneurial (souhaiter créer sa propre entreprise, faire confiance aux grandes entreprises privées, souhaiter que l'État fasse confiance aux entreprises plutôt que de les contrôler afin de relancer la croissance). Plus les enquêtés sont libéraux et plus ils sont demandeurs de décentralisation puisque leur proportion passe de 70% au minimum de l'indice à 84% à son maximum. En revanche, de manière symétrique, la demande de décentralisation baisse légèrement en fonction du niveau de libéralisme culturel mesuré sur la base des réponses à trois questions ou propositions : « il y a trop d'immigrés en France », « il faudrait rétablir la peine de mort », « estimez-vous que le pays doive s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ou s'en préserver davantage ? ». Le niveau de libéralisme culturel reste fortement associé à des univers de gauche attachés à la défense d'un modèle égalitaire et unitaire républicain.

Le troisième indice, enfin, mesure le niveau d'impuissance politique des autorités. Cet indice repose sur les réponses à trois questions ou propositions : « ce n'est pas avec les élections qu'on peut changer les choses en France », « les gouvernements ne peuvent plus faire grand-chose aujourd'hui, le pouvoir réel est ailleurs », « en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité ». En moyenne, rappelons que les enquêtés répondent positivement à la première proposition à 41%, à la seconde à hauteur de 60% et à la troisième à concurrence de 45%. Au total, la proportion d'enquêtés se situant sur la partie haute de l'indice (deux ou trois réponses positives) est de 46%. Comme le montre le graphique 2, la demande de décentralisation augmente en fonction du niveau de l'indice d'impuissance politique.

Graphique 2 - La demande de décentralisation en fonction du niveau de libéralisme et de critique de l'impuissance politique



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

Le niveau de libéralisme économique, qui se distribue en sens inverse du niveau de libéralisme culturel, joue dans le même sens et dans les mêmes proportions que l'indice d'impuissance politique sur la demande de décentralisation. Il existe de fait une corrélation entre la dénonciation de l'impuissance du pouvoir central et le niveau de libéralisme entrepreneurial. C'est ainsi que 35% des enquêtés se situant au niveau 0 de l'indice de libéralisme entrepreneurial considèrent que le pouvoir central est impuissant contre 53% de ceux qui se situent au niveau maximum de 3 de cet indice.

## **Une décentralisation qui épouse les attentes politiques aux élections municipales**

Lorsqu'on demande dans quels secteurs prioritaires devrait s'organiser cette décentralisation, on voit que les trois premiers thèmes sont constitués par la vie économique, la sécurité et la santé bien avant des secteurs traditionnellement confiés aux collectivités locales comme la culture. En moyenne, la proportion d'enquêtés citant la vie économique en premier est de 30%, la sécurité de 24%, la santé de 16%, l'éducation de 12%, la culture de 10% et la fiscalité de 9%. Ces résultats confirment la hiérarchie des priorités des électeurs dans le cadre des élections municipales de mars 2026 et que mesurent d'autres enquêtes<sup>2</sup>.

Ces demandes ne varient pas beaucoup en fonction de la taille des communes. On peut seulement observer une demande plus forte de décentralisation économique, autour de 34%, dans les communes rurales et les petites villes jusqu'à 20 000 habitants. La santé, en revanche, est comparativement plus citée en premier dans l'agglomération parisienne (20%). Quant à la décentralisation de la sécurité, elle est surtout mentionnée (à 28%) dans les villes moyennes entre 20 000 et 100 000 habitants.

L'appartenance à une catégorie professionnelle ne modifie la distribution des réponses que sur le terrain de la sécurité, placé en première position par 30% des enquêtés de catégories populaires, 23% de ceux appartenant aux catégories moyennes, 19% des catégories supérieures et 24% des inactifs<sup>3</sup>. La géographie ne modifie les réponses qu'en fonction de la plus ou moins grande présence de communes rurales. La seule différence notable tient à la priorité accordée en forte proportion à la sécurité (33%) dans la région Nord-Pas-de-Calais.

La distribution des secteurs prioritaires de décentralisation souligne deux phénomènes. Le premier est la recherche de solutions de sécurité au niveau local, ce qui vient confirmer le regard critique porté non pas sur la police nationale ou la gendarmerie, qui bénéficient de très hauts niveaux de confiance (73% pour la première, 77% pour la seconde) mais bien sur l'obtention de résultats concrets sur le terrain. En témoignent les débats récents sur la montée en force du narcotrafic dans des villes moyennes soumises à la privatisation de leurs territoires par des réseaux criminels et sur la nécessité d'armer les polices municipales.

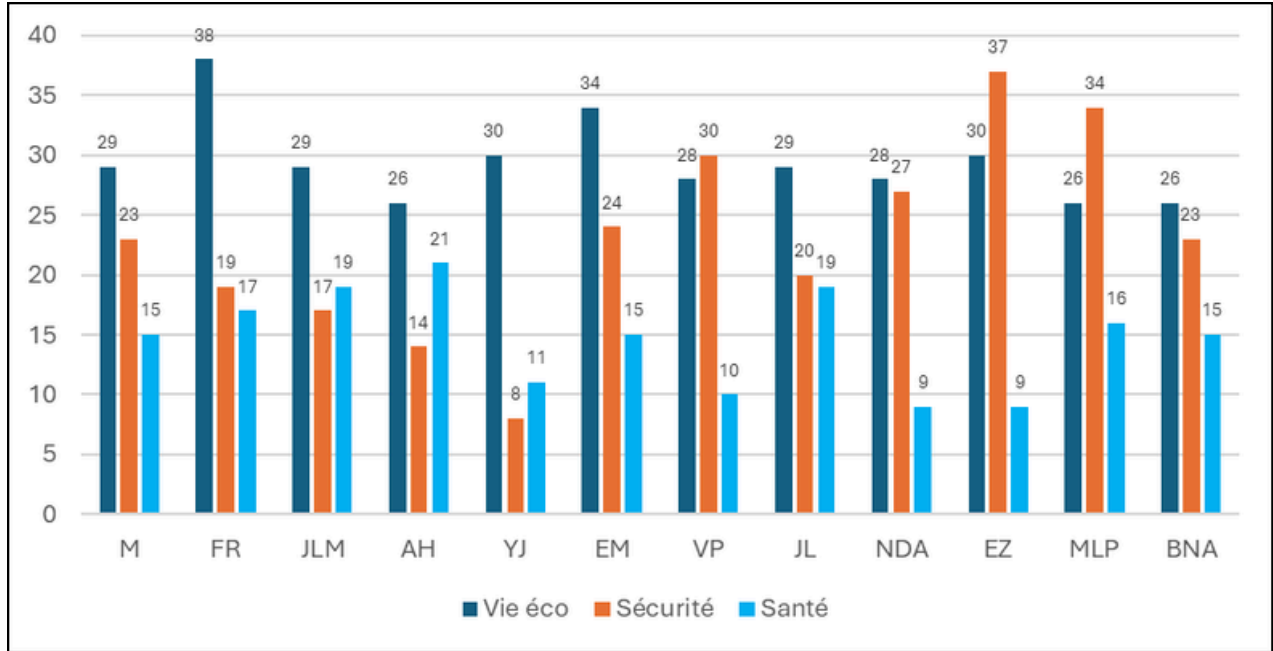
Le second phénomène est la persistance du clivage gauche-droite sur cette question. Néanmoins, il n'existe pas de symétrie dans les réponses. Les électeurs de gauche, à l'exception notable des électeurs communistes, n'indiquent pas plus fréquemment en premier le besoin de décentraliser la vie économique que ceux de la droite et de l'extrême-droite. En revanche, ils placent la sécurité au second plan comme le montre le graphique 3.

---

[2] Sondage Elabe, « Les Français, la France insoumise et les élections municipales », 25 février 2026, <https://elabe.fr/france-insoumise-municipales>, Cevipof, Fondation Jean-Jaurès, Le Monde, Enquête électorale française 2026, mars 2026, <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/etudes-enquetes/l-enquete-electorale-francaise-2026-elections-municipales/>.

[3] Les inactifs regroupent les personnes au foyer, les étudiants et les enquêtés qui n'ont jamais travaillé pour cause de santé notamment.

Graphique 3 - Le secteur prioritaire de décentralisation selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

## De la décentralisation au régionalisme

Cette volonté de décentralisation ne se limite cependant pas à l'amélioration de la situation existante. L'enquête révèle que l'attente de régionalisme est forte et conduit même à soutenir l'idée de passer à un État fédéral, ce qui constitue évidemment une rupture historique avec la conception républicaine d'un État unitaire.

C'est ainsi que les deux tiers des enquêtés (66% exactement) se disent d'accord avec l'idée que « les régions puissent adapter les lois et les normes nationales à la situation locale ». Cette demande ne varie guère avec la taille des communes. En revanche, elle s'avère plus prononcée dans les régions du Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin), autour de 69%, comme dans les régions de l'Est (Alsace, Lorraine, Franche-Comté) autour de 73% mais sans, là encore, que ces variations soient très prononcées.

On peut également observer que le fait d'avoir ou non des racines régionales de longue date ne prédispose pas particulièrement à défendre cette proposition. En moyenne, les enquêtés sont nés à 53% dans la région de résidence, 83% y vivent depuis au moins 10 ans et 65% y ont de la famille. Si on cumule ces trois variables dans un seul indice d'ancrage régional on peut constater que les deux tiers des enquêtés sont fortement ancrés dans le tissu régional. Or si 67% de ces derniers soutiennent une adaptation régionale des normes nationales, cette proportion est encore de 64% chez les enquêtés ayant un faible ancrage régional. Le fait d'avoir ou pas de fortes racines locales ne joue donc pas sur les représentations de la distribution du pouvoir entre l'État et les collectivités locales.

La distribution des réponses selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 suit le schéma observé de manière générale pour la décentralisation : de faibles variations mais une moindre adhésion chez les électeurs de la gauche socialiste ou écologiste comme chez les macronistes et un soutien plus affirmé chez les électeurs du RN qui défendent l'idée régionale à 76%.

En revanche, l'indice d'impuissance politique a un effet particulièrement puissant sur les réponses données à cette question puisque les enquêtés se situant au niveau 0 de l'indice approuve l'idée d'adapter régionalement les normes nationales à 52% contre 83% de ceux qui se situent au niveau maximum de 3 sur cet indice. Il en va de même avec l'indice de libéralisme économique entrepreneurial puisque la proportion d'enquêtés répondant positivement à la question passe de 55% à 76% selon qu'ils sont très peu libéraux ou fortement libéraux. La recherche d'une décentralisation plus poussée se nourrit donc de la critique portée sur l'inefficacité d'une action publique décidée au centre et imposée par lui alors qu'elle est peu adaptée au terrain et notamment au terrain économique. On retrouve ici cette recherche de l'émancipation socio-économique qui vient désormais sous-tendre la crise démocratique<sup>4</sup>.

## **Du régionalisme au fédéralisme**

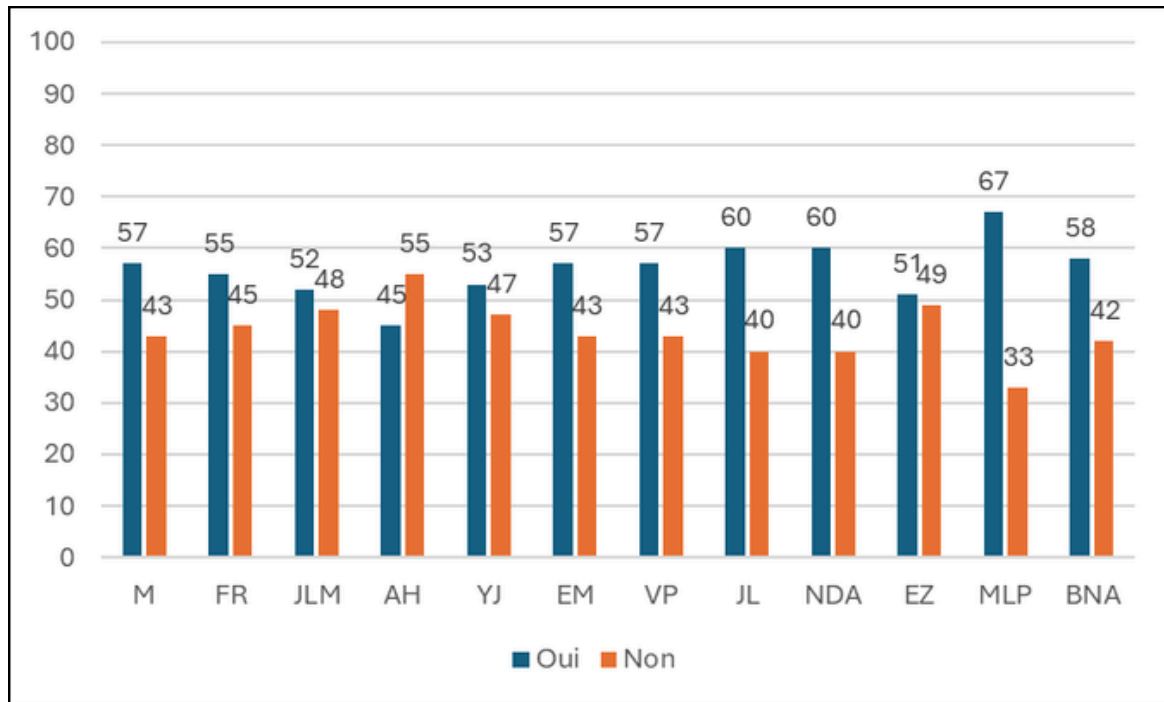
*In fine*, l'enquête permet de mettre au jour une attente singulière dans l'un des rares États de l'Union européenne à conserver une structure unitaire et qui en a toujours défendu le principe : celle d'une évolution vers une structure fédérale. C'est ainsi que 57% en moyenne des enquêtés sont d'accord avec le projet que « La France devienne un pays fédéral laissant beaucoup d'autonomie aux régions ».

Cette attente est un peu plus forte dans les catégories populaires (61%) que dans les catégories moyennes (56%) et supérieures (52%) mais ne varie guère ni en fonction de l'âge, ni en fonction de l'ancrage régional, ni en fonction du degré de précarité économique, ni non plus en fonction de la région de résidence. Là encore, les « variables lourdes » ne permettent pas de discriminer les réponses. C'est une fois de plus sur le terrain de la critique politique et du libéralisme économique que la distribution change radicalement. La proportion d'enquêtés défendant le projet fédéral passe ainsi de 46% à 70% selon le degré de libéralisme entrepreneurial et de 45% à 70% selon le degré de critique de l'impuissance politique. Sur le terrain politique, on observe toujours une fracture entre la gauche, le centre, la droite d'un côté et l'extrême-droite de l'autre mais on remarque également une fracture au sein des extrêmes-droites puisque les électeurs d'Éric Zemmour s'avèrent bien moins enthousiastes à l'idée du fédéralisme que ceux de Marine Le Pen. Ils défendent davantage l'idée d'une France intégrée et unifiée autour de son héritage chrétien comme « entité civilisationnelle » plaçant la question religieuse au premier plan de leurs préoccupations, ce qui n'est pas le cas des électeurs du RN.

---

[4] Luc Rouban, *La société contre la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2026.

Graphique 4 - Le soutien au projet fédéral selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

## La logique du localisme

Comme le montrent les résultats de l'enquête, la propension à une décentralisation poussée caractérise plus fortement les enquêtés proches du RN que les autres. Le RN a d'ailleurs clairement revendiqué une politique localiste, laquelle, associée au patriotisme économique, doit être en mesure de définir un nouveau modèle économique opposé à la mondialisation. On retrouve évidemment ici tout le travail philosophique engagé dans les années 1970 par des auteurs comme Alain de Benoist, à la tête du Groupe de recherche et d'études de la civilisation européenne (GRECE) revendiquant l'ancrage territorial et la défense de son identité contre l'universalisme abstrait des Lumières. Comme le souligne l'avant-propos de la revue *Éléments pour la civilisation européenne* (organe du GRECE) en août 2018 : « (La Nouvelle Droite) a pu se tromper, mais sur l'essentiel elle a vu juste. Le droit des peuples contre les droits de l'homme, le polythéisme des valeurs, le refus de l'universalisme abstrait, la critique de la machine marchande et de l'homogénéisation du monde, la défense du multiple, le retour du localisme. Bref, la seule diversité qui compte, c'est celle des identités »<sup>5</sup>.

[5] Numéro 173, « 1968-2018 : 50 ans de Nouvelle Droite ».

C'est lors de la campagne des élections européennes de 2019 que le RN affiche clairement son intention de lancer un programme localiste permettant de développer une écologie à sa main qui vienne contrer l'écologie de gauche et s'associer à une économie de proximité. Comme le souligne alors Jordan Bardella : « Face au globalisme, on défend le localisme : c'est-à-dire produire ici tout ce qu'on peut raisonnablement produire [...] L'idée est de détaxer la proximité. Ça suppose d'arrêter les traités de libre-échange et les remplacer par le juste-échange. On ne peut pas être pour la mondialisation sauvage et l'écologie »<sup>6</sup>. En janvier 2021, deux proches du RN, Hervé Juvin, député européen qui a joué un rôle important dans la création à Strasbourg du groupe Identité et démocratie, mais qui n'est pas membre du parti, et son assistant parlementaire, Andrea Kotarac, créent un micro-parti, précisément appelé le « parti localiste ». Dans son manifeste, « Chez nous ! », les deux responsables soulignent que « *les Français n'ont plus leur mot à dire* » face à la « *technocratie parisienne hors sol* »<sup>7</sup>.

Pour mesurer ce qui joue le plus sur le degré de localisme, on a donc construit un indice sur la base des réponses positives aux questions posées sur le transfert de pouvoirs supplémentaires aux collectivités, la possibilité pour les régions d'adapter les normes nationales à la situation locale et l'évolution de la France vers un modèle fédéral. En moyenne, 69% des enquêtés se situent sur la partie haute de l'indice de localisme en ayant répondu positivement à deux ou trois des questions.

On a donc mené sur cette base une analyse de régression logistique en prenant comme variables indépendantes la tranche d'âge, le niveau de diplôme, la catégorie socioprofessionnelle objective, le groupe social subjectif (la place que l'enquêté estime occuper dans l'espace social sur une échelle de 0 à 10), le fait de se sentir membre de la communauté nationale, d'une autre communauté ou d'aucune communauté, l'indice de précarité économique, l'indice de confiance dans les acteurs sociopolitiques, l'indice de confiance dans les institutions politiques (l'Assemblée nationale, le Sénat, le gouvernement, le conseil municipal et le Parlement européen), l'indice de libéralisme économique entrepreneurial, l'indice de libéralisme culturel, l'indice d'ancrage régional et l'indice mesurant le degré perçu d'impuissance politique.

C'est bien ce dernier facteur, suivi par l'indice de confiance dans les acteurs sociopolitiques qui explique le mieux les variations du niveau de localisme. De fait, la proportion d'enquêtés se situant sur le niveau élevé de l'indice de localisme passe de 55% lorsqu'ils ne pensent pas que la politique est impuissante à 83% quand ils pensent au contraire qu'elle l'est totalement.

---

[6] 20 Minutes, 14 mai 2019, <https://www.20minutes.fr/politique/2516763-20190514-elections-europeennes-localisme-rn-utilise-ecologie-defendre-projet-identitaire>.

[7] Le Monde, « Deux proches du Rassemblement national fondent 'le parti localiste', 16 décembre 2020, [www.lemonde.fr/politique/article/2020/12/16](http://www.lemonde.fr/politique/article/2020/12/16).

Tableau 1 - Analyse de régression logistique sur la propension à être localiste

	B	E.S	Wald	Sig.	Exp(B)
Tranche d'âge	,034	,036	,855	,355	1,034
Classe	-,081	,042	3,664	,056	,922
Groupe social subjectif	,039	,042	,837	,360	1,040
Communautés	,042	,054	,613	,433	1,043
Diplômes	-,068	,037	3,419	,064	,934
Indice précarité éco	,005	,048	,010	,920	1,005
<b>Indice confiance acteurs sociopolitiques</b>	<b>,265</b>	<b>,037</b>	<b>50,499</b>	<b>&lt;,001</b>	<b>1,303</b>
Indice libéralisme entrepreneurial	,254	,045	31,422	<,001	1,289
Indice racines régionales	,017	,042	,165	,684	1,017
Indice confiance instit politiques	-,042	,033	1,653	,199	,958
<b>Indice impuissance politique</b>	<b>,352</b>	<b>,044</b>	<b>64,950</b>	<b>&lt;,001</b>	<b>1,421</b>
Indice libéralisme culturel	-,266	,043	37,785	<,001	,766
Constante	,059	,334	,031	,860	1,061

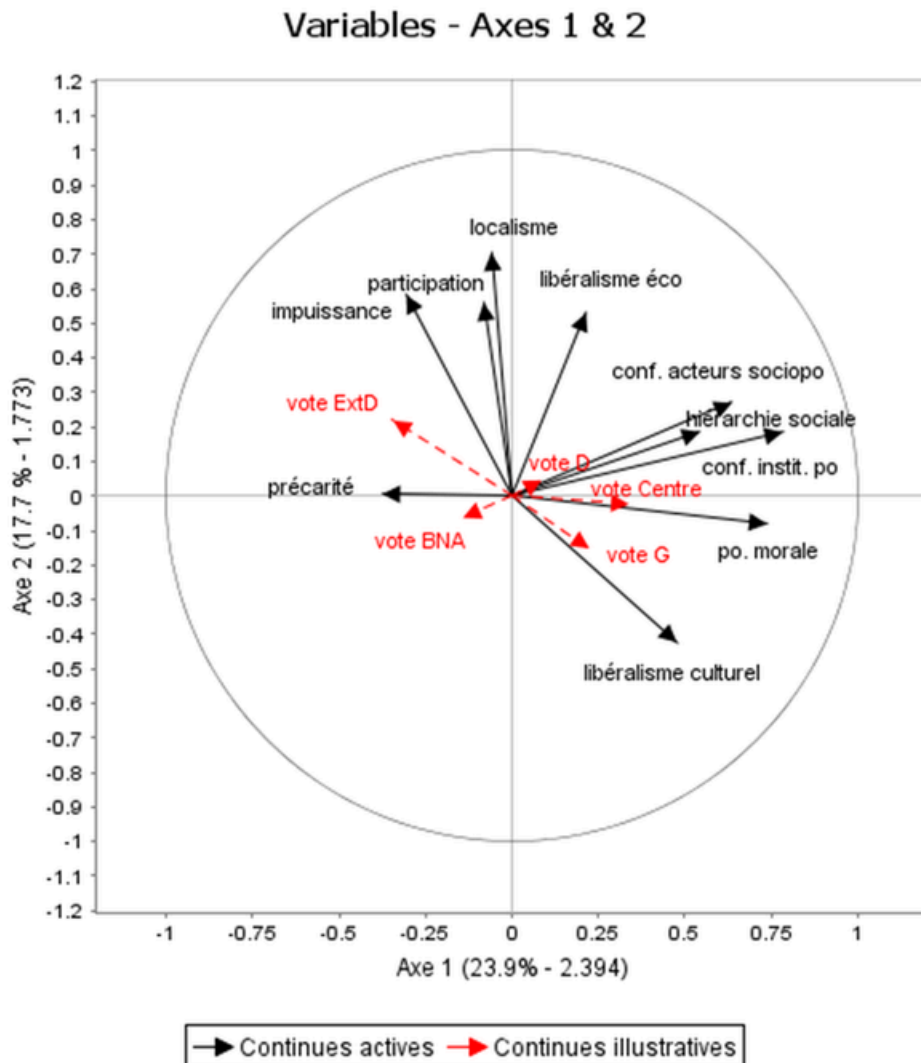
Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

Le localisme s'associe par ailleurs fortement à la demande de participation citoyenne. Pour ce faire, on a construit un indice de participation reposant sur les réponses positives aux trois questions suivantes : « seriez-vous favorable ou pas à un recours plus fréquent au référendum pour décider de certaines lois ou politiques publiques importantes ? » ; « seriez-vous favorable ou pas à l'organisation de conventions citoyennes chargées de réfléchir et de formuler des propositions sur des sujets importants ? » ; « seriez-vous favorable ou pas à ce que les propositions issues d'une convention citoyenne soient ensuite soumises à un référendum ? ». C'est à 79% que les enquêtés se situent sur la partie haute de l'indice, c'est-à-dire qu'ils ont répondu positivement à deux ou trois des questions. La corrélation avec le localisme se confirme puisque 37% de ceux qui se situent au niveau 0 de l'indice de participation sont fortement localistes contre 79% de ceux qui se situent au niveau le plus élevé de l'indice de participation.

Les deux dimensions, localisme et demande de participation, sont associées dans un même univers de représentations qui intègre également la critique de l'impuissance politique et l'adhésion au libéralisme économique entrepreneurial comme le montre le plan factoriel ci-après. Ces dimensions s'écartent de l'univers de la « politique ordinaire » marqué par une forte confiance dans les institutions politiques, par une position élevée sur un indice de morale politique mesurant la probité des élus (sont-ils corrompus ? Méritent-ils le respect ? Respectent-ils leurs promesses ?), par une grande confiance dans les acteurs sociopolitiques comme les partis ou les syndicats et par une place honorable ou supérieure dans la hiérarchie sociale telle qu'elle est ressentie par les enquêtés eux-mêmes (variable « hiérarchie »).

D'une manière plus générale, le plan factoriel ci-après nous montre l'émergence d'une autre forme de politisation imprégnée de méfiance à l'égard de la politique nationale et s'articulant au local comme forme sociopolitique oscillant entre la personnalisation de la politique à travers la figure du maire, censé contrer l'impuissance publique - alors que ses moyens financiers et normatifs sont souvent très limités - et l'accès direct aux prestations ou aux décisions dans une relation qui peut être souvent consumériste, comme le soulignent les maires eux-mêmes notamment dans les petites communes, ce que vient confirmer la conjonction du localisme et du libéralisme économique.

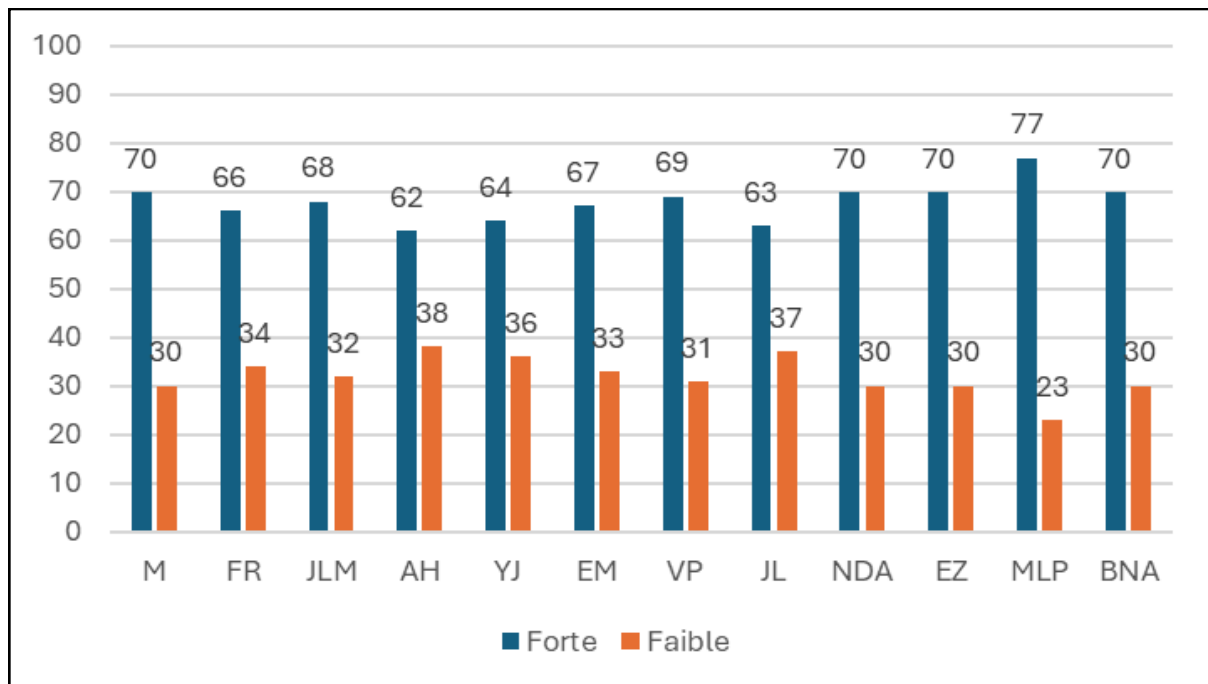
Graphique 5 - Analyse en composantes principales de l'univers sociopolitique du localisme



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

On a placé sur le plan en variables illustratives (indiquées en rouge) des indices de vote calculés à partir du choix électoral exercé au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, lors des élections européennes de 2024 et au moment du premier tour des élections législatives de 2024. Comme on peut le constater, la dimension localiste est relativement plus proche de l'indice de vote en faveur de l'extrême-droite que des autres indices de vote. Cela se confirme par la distribution de l'indice de localisme rapportée au vote lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 (graphique 6).

Graphique 6 - La position à l'égard du localisme par vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (% de la partie haute de l'indice)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

## Une repolitisation ambiguë

Cette poussée de localisme n'est pas seulement l'effet des élections municipales de 2026, dernière étape électorale avant l'élection présidentielle de 2027. Elle s'inscrit dans une crise démocratique profonde où le rapport au politique se redéploie du « centre » vers la « périphérie ». En ce sens, le localisme est devenu l'une des expressions de la proximité et de l'efficacité que les citoyens cherchent pour tenter de reprendre le contrôle d'une action publique qui semble leur échapper. Car c'est bien sur le terrain de l'impuissance politique que s'organise le débat bien plus que sur le terrain d'une appétence pour la dictature, la suppression des libertés publiques ou la mise en place d'une démocratie illibérale. Comme on a pu le voir, la demande de participation citoyenne est très forte, bien éloignée d'une délégation de pouvoir à un leader tout-puissant. Or c'est au niveau local que la citoyenneté participative fonctionne le mieux, appelée à se prononcer sur des projets concrets d'aménagement ou de vie collective<sup>8</sup>.

[8] Luc Rouban, *Quel avenir pour les maires ?* Paris, La Documentation française, 2020.

C'est bien la maîtrise d'un destin qui n'est plus commun mais qui se définit dans le périmètre limité des territoires qui devient le point névralgique de la recomposition démocratique amorcée à la suite de la crise des Gilets jaunes et de la déstabilisation de la V<sup>e</sup> République après les élections législatives de 2024. L'idéal d'une « petite patrie » locale reste fortement présent dans la mémoire politique française et cela depuis le XI<sup>e</sup> siècle, lorsqu'émerge le mouvement communal, jusqu'à la III<sup>e</sup> République où les républicains cherchent à intégrer tous les territoires dans un même ensemble national. Cet idéal s'est récemment réinvesti dans l'écologie politique mais aussi la multiplication des listes citoyennes visible depuis les élections municipales de 2020. Ce redéploiement de l'engagement citoyen peut donc être autant revendiqué par la gauche que par le RN dans un processus de réappropriation de la décision collective, autant par la volonté d'affirmer un engagement citoyen que par celle de défendre ses intérêts individuels.

**Direction de publication :** Anne Muxel

**Édition :** Florent Parmentier

**Révision éditoriale et mise en forme :** Marilyn Augé

**Infographie :** Flora Chanvril

**Communication et contact presse :** Katia Jouffre Lafargue

**Pour citer la note :**

ROUBAN (Luc), « Une nouvelle politisation : de la décentralisation au fédéralisme », *Note de recherche du CEVIPOF*, Le Baromètre de la confiance politique, vague 17, n°1, mars 2026, 13 p.  
© CEVIPOF, 2026 Luc Rouban